

Women's Peace and Humanitarian Fund

RAPPORT ANNUEL 2024 (Cycle de financement régulier)

<p>Pays BURUNDI</p>	<p>Soumis par PUNO(s) UN Women ou NUNO(s)¹ Nom de l'entité : ONU FEMMES BURUNDI Nom du Représentant(e) : CLARA ANYANGWE</p>
<p>Numéro de projet de MPTF <u>00103750</u> (MPTFO)</p>	<p>Période du rapport 1 janvier 2024– 31 décembre 2024</p>
<p>Volet <i>Sélectionnez tout ce qui s'applique</i></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Volet de financement régulier <input type="checkbox"/> Volet de financement d'urgence</p>	
<p>Effets WPHF² auxquels le rapport contribue pour la période du rapport <i>Sélectionnez tous les effets correspondants</i></p> <p><input type="checkbox"/> Effet 1: Environnement favorable à la mise en œuvre des engagements FPSS <input checked="" type="checkbox"/> Effet 2: Prévention des conflits <input type="checkbox"/> Effet 3: Réponse humanitaire</p> <p><input type="checkbox"/> Effet 4: Résolution des conflits <input type="checkbox"/> Effet 5: Protection <input type="checkbox"/> Effet 6: Consolidation de la paix et relèvement post-conflit</p>	
<p>Date de début du programme 16 Décembre 2016</p>	<p>Budget total approuvé (USD) 972,847</p>
<p>Date de fin prévue du programme 31 Octobre 2026</p>	<p>Montant transféré (USD) 810 000 USD</p>

¹ Non-UN Organization. Applicable to Rapid Response Window for Peace Processes

² Selon le modèle intégré (imbriqué) du cadre de résultats du WPHF, les effets du WPHF sont équivalentes au niveau d'impact pour les partenaires



Sommaire Exécutif

En 1 page, résumez les réalisations les plus importantes du Programme au cours de la période considérée. Le résumé devrait être une analyse et une consolidation des réalisations et devrait servir de résumé autonome des résultats du pays WPHF pour l'année. Veuillez inclure :

- a) Contexte du WPHF: aperçu des appels à propositions (CFP) qui ont été lancés (date), et détails sur les réunions du NSC, combien d'OSC ont été sélectionnées et quand la mise en œuvre devrait commencer / a commencé
- b) Comment le financement du WPHF a contribué à faire progresser les FPS, l'égalité des sexes et la consolidation de la paix, l'action humanitaire sensible au genre dans le pays et expliquer s'il existe des liens avec les processus nationaux (plans nationale (NAP), réponse humanitaire, processus de paix, etc.) ou comment il s'aligne sur les priorités du pays.
- c) Impact global/consolidé du WPHF au niveau des pays, par résultat
- d) une phrase avec les bénéficiaires directs et indirects consolidés (désagrégé par sexe).
- e) défis globaux
- f) si le pays a reçu un financement supplémentaire pour le renforcement des capacités (5%) et/ou si les OSC ont reçu des subventions L-HUB pour des initiatives d'apprentissage par les pairs, veuillez inclure une phrase sur les résultats

Le Burundi a bénéficié du fonds des femmes pour la paix, la sécurité et l'humanitaire depuis 2016 et deux axes principaux ont toujours orienté le financement et l'action : **(Axe2) sur la prévention des conflits**, qui suscite l'augmentation de la participation significative et de la prise de décision des femmes dans les processus de prévention des conflits et de réponse aux conflits et **(l'axe6) sur Consolidation de la paix et relèvement** pour favoriser une amélioration du redressement socio-économique et de la participation politique des femmes et des jeunes femmes dans les contextes de consolidation de la paix.

Au cours de 2024, avec le 5ème cycle de financement, ONUFEMMES-Burundi a fait le suivi des partenaires qui travaillent sur **l'effet 2 « Participation significative des femmes à la prévention des conflits »** axé sur l'accroissement significatif de la participation et de la prise de décision des femmes dans les processus de prévention des conflits et de réponse aux conflits. Huit partenaires ont été sélectionnés dont 5 au niveau programmatiques - **UNIPROBA : unissons –nous pour la promotion des batwa, ICIRORE C AMAHORO (ICCA), ASSOCIATION DES FEMMES RAPATRIÉES DU BURUNDI (afrabu en consortium avec apfb et fontaine isoko), SOLIDARITE POUR LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT INTEGRE BURUNDI (sopadi)** et trois au niveau institutionnels ; **SOPADI- APEF et CIAD**

Le présent rapportage annuel correspond et documente sur les effets du premier trimestre d'exécution du projet.

Les projets ont permis de faire le ciblage et de procéder aux formations pour les pool ciblés.

L'année 2024 a été marquée de principaux défis liés à :

- ⇒ **La dévaluation du FBU** : ce facteur a eu pour incidence le manque de carburant pour la mise en place des activités. Depuis le début du projet, le prix du litre de Gasoil est passé de 2 650 Bif à 3 795 Bif 4 (soit une augmentation de 1 145 BIF ce qui vaut une hausse de 43%). Cela a entraîné la hausse des autres prix des produits alimentaires et également du prix de transport. Cela est également attesté par les estimations de l'Institut National des Statistiques du Burundi (INSBurundi) qui a établi l'inflation moyen pour le mois de Juillet pour les produits alimentaires est établi à 38.6 contre 37. 5 8 au mois de juin de la même année.

Ceci se percute sur les ressources financières du projet ce qui pousse à revoir la planification et la durée de certaines activités notamment les sessions de formations.

⇒ Défis programmatiques :

- Spéculation sur le ciblage des bénéficiaires. En effet, la période pré-électorale attribut un caractère sensible et spéculatif à tout travail intégrant des jeunes . Pour répondre à ces défis, il a été établi des critères rigoureux par les partenaires de mise en œuvre pour la sélection des bénéficiaires, incluant des jeunes de 18 à 29 ans, les jeunes rapatriés ou résidents, les personnes vivant avec un handicap, ainsi que les jeunes issus de catégories vulnérables telles que les albinos ou les chômeurs. Ce travail a été conjointement fait avec l'administration locale, des représentants du ministère du genre et des points focaux des partenaires, garantissant ainsi une sélection objective et transparente des bénéficiaires.
- Le défi de capacités des OSC partenaires : Pour y remédier, des sessions ont été organisées à l'égard des organisations ciblées.
- Défi d'appropriation des projets au niveaux des communautés : Pour y remédier, une session de lancement a été faite en présence de tous les administratifs de la province à la localité communale, les organisations de la société civile, les agences des nations Unies présentes dans la localité du projet : RUYIGI et CANKUZO.

⇒ Défis contextuels :

- ☞ Les défis programmatiques ont été exacerbés entre autres **par l'inflation**. Le taux d'inflation au Burundi a atteint 24,90 % en octobre, contre 23,30 % en septembre 2024[1]. En raison de l'augmentation des prix

Sommaire Exécutif

des biens et des services, l'efficacité des programmes a été affectée, ce qui a conduit à une réduction du nombre de bénéficiaires, une baisse des résultats escomptés

En termes d'illustration, la pénurie de carburant a impacté sur la gestion des ressources et des activités, tandis que les prix des biens et services ont connu jusqu'à trois fois plus de hausse.

- ☞ La **période électorale** qui menace d'affecter le deuxième trimestre des activités de mise en œuvre des projets. En effet, au cours de cette période, les activités sur terrain vont connaître un ralentissement voire un arrêt pour ne pas se heurter à la sensibilité des partis politiques

Dans le cadre de l'appel Cfp4 ONU Femmes Burundi a reçu un financement de 54,413 usd pour la mise en oeuvre d'un premier projet de renforcement des capacités de décembre 2022 jusqu'à juin 2024. Dans le cadre de l'appel Cfp5 du renforcement des organisations des femmes, ONU Femmes a bénéficié d'un fonds supplémentaire du WPHF (Annex 12) et le financement d'un deuxième projet de renforcement des capacités des partenaires à hauteur de 48 642 USD. *Au cours de 2024, 86 représentant-e-s de partenaires de l'ONU Femmes issus de 25 organisations 12 OSC partenaires du WPHFund du Cfp5, ont bénéficié de sessions de renforcement des capacités sur le genre, la gestion axée sur les résultats, les outils de suivi et évaluation, les Politiques anti-fraude, la prévention de l'exploitation et abus sexuels, les procédures administratives et financières, la gestion des avances, la communication, l'évaluation des capacités des partenaires basées sur les risques et les accords de partenariat avec ONU Femmes. . A l'issue de ces formations, cinq plans d'opérationnalisation des projets et de suivi et évaluation ont été élaborés permettant un bon rapportage edes partenaires de WPHfund (Cfp5). Le projet va donner une opportunité pour le recrutement d'un personnel de suivi-évaluation, pour le renforcement des capacités de plus de vingt (20) partenaires et permettre le suivi cdes partenaires sur le terrain.*

1. Profil des partenaires

Utilisez le tableau suivant pour une présentation par projet/organisation. Pour chaque subvention (subventions programmatiques, institutionnelles et L-HUB), veuillez utiliser une ligne distincte. Se référer aux définitions dans les notes de bas de page.

Appel à propositions ³	Nom de l'organisation principale	Type d'organisation ⁴	Effet du WPHF ⁵	Couverture géographique de l'organisation	Nom du partenaire de mise en œuvre(s) et type d'organisation ⁶	Date de début et de fin du projet selon Ententes de partenariat ⁷	Budget total approuvé (USD)
CfP5	AFRABU	Organisation des femmes	Effet 2	Ruyigi et Cankuzo	APFB et Fontaine Isoko	25 juin 2024 au 30 Mai 2025	150 000 USD
CfP5	SOPADI	Organisation des femmes	Effet 2	Ruyigi et Cankuzo	N/A	25 juin 2024 au 25 Octobre 2025	141 550 USD
CfP5	SOPADI	Organisation des femmes	Financement Institutionnel	Ruyigi et Cankuzo	N/A	25 juin 2024 au 30 Mai 2025	29 980 USD
CfP5	UNIPROBA	Organisation des femmes	Effet 2	Ruyigi et Cankuzo	N/A	20 juin 2024 au 20 Juin 2026	150 000 USD
CfP5	ICIRORE C'AMAHORO (ICCA)	Organisation des femmes	Effet 2	Ruyigi et Cankuzo	Young Women knowledge and leadership institute Burundi (YOWLI BDI)	25 juin 2024 au 25 Décembre 2025	150 000 USD
CfP5	APG INKINGI	Organisation des femmes	Effet 2	Ruyigi et Cankuzo	Mashariki media	25 juin 2024 au 25 Décembre 2025	150 000 USD
CfP4	Cadre d'Accompagnateurs pour la Création d'Emploi et le Développement au Burundi-CACEDEBU	Youth Rights/Led	Effet 2	Bujumbura (Mugongomanga Mukike Mutambu Mutimbuzi) et Kirundo (Vumbi)	Collaboration pour la promotion de la solidarité et de la paix au Burundi-COPROSOPABU / Maitrise, Apprentissage et Technique- MAT/ Action pour la Paix et le Développement Communautaire « APADECO»	26-Oct-2022 31-Mars-2024	\$ 100,000,00
CfP4	UPV, Unissons-nous pour la Promotion des Vulnérables	Women/Youth Rights	Effet 2	Kirundo (Busoni, Bwambarangwe Gitobe Ntega Vumbi), Muyinga (Butihinda	N/A	24-Aout-2022 31-Mars-2024	\$ 200,000,

³ Pour chaque subvention, indiquez de quel appel à propositions il s'agit (CfP1 ; CfP 2; CfP 3), etc. Veuillez également noter s'il s'agit d'un appel à propositions pour l'initiative de sécurité alimentaire, l'initiative de sécurité climatique, l'initiative de déplacement forcé ou la subvention d'apprentissage par les pairs (L-HUB)

⁴ Sélectionnez parmi les types d'organisations suivant : i) Dirigée par une femme ; ii) Pour les droits des femmes ; iii) les deux (dirigée par une femme et pour les droits des femmes) ; iv) focalisée sur les jeunes ; v) dirigée par les jeunes femmes ; vi) focalisée sur les jeunes et dirigée par les jeunes femmes; vii) LGBTQI+; ou viii) Autre, comme identifiée par l'organisation elle-même.

⁵ Les effets du WPHF sont : Effet 1 : Environnement favorable à la mise en œuvre des engagements FPS ; Effet 2 : Prévention des conflits ; Effet 3 : Réponse humanitaire; Effet 4 : Résolution des conflits; Effet 5 : Protection; Effet 6 : Consolidation de la paix et récupération. Selon le modèle intégré (imbriqué) du cadre de résultats du WPHF, les effets du WPHF sont équivalentes au niveau d'impact pour les partenaires. Si le partenaire a reçu un financement institutionnel, veuillez utiliser cette colonne pour le noter.

⁶ Pour chaque partenaire de mise en œuvre (ceux qui sont sur la page couverture et qui ont reçu un transfert), indiquez s'ils sont i) dirigés par des femmes ; ii) Pour les droits des femmes; iii) les deux (dirigée par une femme et pour les droits des femmes) ; iv) droits des femmes et jeunes ; v) Organisation de jeunesse (dirigée par des jeunes) ; ou v) Autre, comme identifier par l'organisation.

⁷ Utilisez les dates officielles de début et de fin comme indiquées dans le contrat. Si le projet a reçu une prolongation, veuillez le noter.

Appel à propositions ³	Nom de l'organisation principale	Type d'organisation ⁴	Effet du WPHF ⁵	Couverture géographique de l'organisation	Nom du partenaire de mise en œuvre(s) et type d'organisation ⁶	Date de début et de fin du projet selon Ententes de partenariat ⁷	Budget total approuvé (USD)
				Gashoho, Buhinyuza, Mwakiro)			

Les partenaires sectionner en 2025 pour le CfP5, Centre d'Initiatives et d'Actions pour le Développement Durable au Burundi (CIAD) et Alliance pour la Promotion de l'Employabilité des Jeunes et Femmes (APEF) , sont retardés et la mise en œuvre commencera en 2025.

2. Bénéficiaires (consolidé)

a) Remplissez la feuille Excel intitulée « Modèle de bénéficiaire du WPHF » pour chaque projet et joignez-la à ce rapport lors de la soumission. Les instructions pour cette feuille de travail se trouvent dans le modèle. La feuille Excel permet de suivre les bénéficiaires par OSC.

b) Dans les tableaux ci-dessous, indiquez le nombre consolidé de bénéficiaires directs touchés pour tous les projets au cours de la période visée par le rapport et les chiffres cumulatifs.

2024					
Catégorie d'âge	Femmes/Filles	Hommes/Garçons	Autre (LGBTQI+)	Total Direct	Bénéficiaires indirects
0-17 ans	230	0	N/A	230	1180
18-29 ans	1,622	77	N/A	1,699	8470
30 ans +	1,885	119	N/A	2004	10015
Total	3737	196	N/A	3933	19665

* ATTACHEZ le modèle de bénéficiaire du WPHF.

Cumulatif					
Catégorie d'âge	Femmes/Filles	Hommes/Garçons	Autre (LGBTQI+)	Total Direct	Bénéficiaires indirects
0-17 ans	234	2	N/A	236	1180
18-29 ans	1616	77	N/A	1694	8470
30 ans +	1886	117	N/A	2003	10015
Total	3737	196	N/A	3933	19665

3a. Contexte/Nouveaux développements

Décrivez toutes les évolutions pertinentes dans le contexte de la paix/sécurité/réponse humanitaire/politique/ droits de l'homme/femmes dans le pays au cours de la période du rapport. Décrivez plus précisément comment cette évolution affecte les femmes et les filles.

La mise en œuvre des différents projets des partenaires a été marquée par ce qui suit :

Au niveau politique et diplomatique : Au cours de la mise en œuvre du CfD5, le Burundi a été élu à la présidence de la 3ème Commission de l'Assemblée Générale des Nations Unies, également connue sous le nom de Commission des questions sociales, humanitaires et culturelles, qui se concentre sur les droits humains, le développement social et les affaires humanitaires. Elle examine les rapports des rapporteurs spéciaux, représentants spéciaux, groupes de travail et procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. La Commission débat des questions liées à la protection des droits des enfants, à l'élimination des discriminations raciales, au droit à l'autodétermination et aux droits des femmes. Ce nouveau chapitre pour le Burundi offre de nouvelles opportunités pour améliorer les conditions des femmes et des filles, qui est retracée dans la vision 2040-2060.

Au niveau social et normatif :

Le gouvernement a mis en place plusieurs politiques pour protéger les groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Des mesures ont été prises pour renforcer la protection sociale, avec l'adoption de la Politique Nationale de Protection Sociale 2024-2033 et de la Stratégie Nationale de Réintégration Socio-économique Durable des Sinistrés et d'Inclusion des Batwa 2024-2028.

Dans le domaine de l'éducation, des initiatives ont été lancées pour améliorer l'accès à l'éducation pour les enfants Batwa, notamment par la gratuité de l'enseignement fondamental et post-fondamental.

Au niveau sécuritaire et humanitaire

Avec le début de l'an 2025, la situation sécuritaire à l'Est du Congo s'est dégradée avec la capture des villes stratégiques telles que Goma, Bukavu et Uvira, suscitant des préoccupations au sein de la communauté internationale quant à un possible embrasement régional.

Le conflit a provoqué le déplacement massif de populations. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), environ 350 000 personnes ont été déplacées, se retrouvant sans abri et dans des conditions précaires. En février 2025, environ 30 000 personnes ont trouvé refuge au Burundi après avoir fui l'est de la RDC, un afflux inédit depuis 25 ans.

Les provinces d'action du WPHFund avec la CfP5 (Ruyigi et Cankuzo) ont accueilli un nombre important de réfugiés congolais fuyant les violences liées au conflit entre le M23 et l'armée congolaise. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour

les réfugiés (HCR), environ 90 000 personnes déplacées reçoivent une assistance, dont 63 % résident dans cinq camps et un site situé à Ruyigi, Cankuzo, Muyinga, Rutana et Ngozi. Cet afflux massif exerce une pression considérable sur les ressources locales, notamment en matière de logement, de nourriture, de soins de santé et d'éducation. Face aux besoins d'urgence accrus, les conditions de vie deviennent précaires pour les réfugiés et les communautés hôtes.

3b. Coordination dans le domaine humanitaire/FPS

Décrivez si votre bureau a participé à des réunions sectorielles de l'ONU sur les activités humanitaires/VBG dans les situations d'urgence (CERF, UNFPA, IOM, UNHCR), ou la paix et la sécurité (PBF, UNDP, UNICEF) au cours de la dernière année? Quels ont été les résultats de ces réunions, et les partenaires du WPHF ont-ils été invités à informer?

Dans le cadre de la réponse à l'action Humanitaire, ONU Femmes Burundi a mis en œuvre Le projet intitulé "**Assistance d'urgence aux femmes et aux filles affectées par El Nino (inondations et glissements de terrain) au Burundi**" visant à fournir un soutien d'urgence et des services de protection aux communautés touchées par des chocs naturels, en particulier les femmes et les filles. Le projet a été mis en œuvre de mai à décembre 2024 avec un budget de 100 000 USD en provenance de **Emergency Mechanism Fund**.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, les partenaires d'AFRABU et fontaine isoko ont été parmi les partenaires qui ont participé aux réunion d'intégration du genre dans l'humanitaire tenue par ONU Femmes

L'intervention a obtenu des résultats significatifs en termes de coordination, de prestation de service humanitaire combinant la prévention et lutte contre les maladies, l'assistance avec les kits de survie, et la fourniture de service médicaux pour plus de 5000 bénéficiaires. En termes de partenariat et de mobilisation des ressources, ce fonds a été catalyseur et au début de 2025, ONU Femmes a pu mobiliser et bénéficier d'un financement à hauteur de **500 000 USD de UNOCHA CEF** pour « **la réponse aux besoins urgents de protection et de moyens de subsistance des femmes, des filles et des groupes vulnérables touchés par des inondations dans les provinces de Bujumbura Rumonge et Cibitoke** »

4a. Résultats globaux (impact et résultats) obtenus

Impact et résultats Globaux :

Fournir une brève et consolidée description au niveau du pays (consolidation des résultats des partenaires) de l'impact et des résultats obtenus pour tous les projets (1 à 2 paragraphes maximum, en s'appuyant sur les indicateurs de niveau d'impact).

La période de rapportage survient uniquement 3 mois après le début du projet

Un total de 205 femmes leaders ont été soutenus par le projet pour participer à des interventions de prévention des conflits. En conséquence, un total de 245 conflits ont été portés à leur attention. Parmi ce conflits 73% qui sont à caractère familial et social ont été résolus à l'amiable, tandis que 20% ont été référés aux notables collinaires suite à la récurrence de comportements dégradants vis-à-vis des femmes (violences domestiques- physique- financière, psychologique), et 7 % accompagnés auprès des juridictions spécifiques.

Impact et résultats des OSC :

a) Par la suite, décrivez les résultats obtenus⁸ ou en cours⁹ pour CHAQUE projet par domaine d'impact du WPHF dans le pays. Utilisez tous les indicateurs d'impact et de résultat pertinents du cadre de résultats pour illustrer les changements, y compris le changement par rapport à l'année précédente. Ne décrivez pas les extrants ou les activités. Assurez-vous que les liens entre les projets et la consolidation de la paix, l'égalité des genres et le FPS soient expliqués

b) Si une organisation a reçu du financement dans deux domaines d'impact (ex., le volet 1 (domaine d'impact 1) et un autre domaine d'impact), veuillez décrire les résultats pour chaque domaine séparément.

d) Pour toute subvention de L-HUB, veuillez le signaler à la section 8.

Pour les pays ayant plus de 10 projets, vous pouvez consolider l'impact et les résultats par domaine d'impact du WPHF, plutôt que pour chaque projet individuellement. Complétez le tableau d'Annexe A: Résumé des résultats pour obtenir un résumé de tous les résultats, en veillant à ce qu'ils correspondent à ce qui est rapporté dans la section narrative.

Impact du WPHF 2 : « Participation effective et prise de décisions accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits »

SOPADI (appui programmatique) :

Au cours du 2024 de mise en œuvre du projet :

- ✓ 840 Femmes Lumières de la commune de Butaganzwa et Gisagara ont été élues pour encadrer pour sensibiliser leurs pairs sur leurs droits, leurs implications dans la résolution des conflits, la consolidation de la paix et la lutte contre les VBGs.
- ✓ Parmi les 840 femmes lumières ciblées pour sensibiliser leur pairs, 140 ont été formées au chef - lieu de la commune Butaganzwa sur l'agenda femmes, paix et sécurité, le leadership, les droits de la personne et la violence envers les femmes et les filles pour sensibiliser les autres femmes sur l'Agenda FPS.
- ✓ 9 personnalités publiques au profile de gouverneurs, des procureurs, des présidents des Tribunaux de Grandes instances des provinces de Ruyigi et Cankuzo ainsi que les administrateurs et les Juges des tribunaux de Résidence des communes de Gisagara et Butaganzwa ont été renforcée sur les droits de femmes et l'importance de l'intégration des femmes dans les organes de prise de décision. Ceci a pour objectif de susciter leur engagement à positionner les femmes lors des préparatifs électoraux en cours

UNIPROBA

Aucun résultat atteint par le partenaire. Le projet a été lancé officiellement à la fin du mois de Novembre, date où tous les partenaires ont été autorisés à travailler sur terrain

AFRABU

⁸ Les progrès réalisés en matière d'Effets sont définis comme un changement réel de la valeur des indicateurs suivis pour les résultats respectifs. On considère qu'un résultat ou un extrant a été atteint lorsque ses objectifs ont été atteints.

⁹ Les progrès vers un résultat signifient que l'objectif n'a pas encore été atteint, mais qu'il existe des preuves (à travers les données) d'atteindre les cibles vers la réalisation éventuelle de l'Effet.

Au cours de 2024 de rapportage, se comptent parmi les résultats du partenaire :

- Un plan de plaidoyer pour 2025 incluant les messages aux décideurs a été élaboré pour influencer une meilleure participation des femmes et des filles aux élections collinaires de 2025 et aux autres postes non électifs. Le plan est axé sur quatre problèmes clés (1) faible accès à l'information électorale, (2) certaines pratiques discriminatoires et les exclusions liées au genre pendant la période électorale, (3) la faible représentativité des femmes aux conseils collinaires, (4) l'estime de soi et le soutien des candidatures féminines
- Une stratégie pour soutenir les candidatures féminines aux élections collinaires de 2025 telle que la sensibilisation et l'accompagnement des femmes et filles potentiellement candidates et la mobilisation des hommes.

Ce résultat a été atteint à travers des effets obtenus avec

- ✓ 225 femmes et jeune femmes (105 jeunes femmes) bénéficiaires au projet et au profil de membres des comités de gestion des associations ont acquis des nouvelles connaissances sur le fonctionnement et la gestion des réseaux d'alerte précoce. En termes d'évaluation des connaissances, la moyenne des notes a été de 2,5 sur 15 soit 16,5% pour le pré test et 11 sur 15 soit 73,3% au post test. Les thématiques traitées portaient sur :
 - la mise en place des mécanismes d'alerte précoce comme la maîtrise des types de conflits probables dans le contexte électoral ; les moments propices de mise en place des mécanismes d'alerte précoce ;
 - le fonctionnement et la gestion des réseaux d'alerte précoce à travers les personnalités à impliquer, le partage d'information, la mise en place des structures de gestion de l'information, le code de conduite en matière d'alerte précoce ;

- ✓ La même cible a acquis connaissance sur les droits électoraux :

- les opportunités légales et dispositifs en faveur de la participation des femmes et filles aux postes de prise de décision y compris les élections pour bien mener le plaidoyer (la constitution qui garantit l'égalité, le code électoral qui garantit les quotas à certains niveaux, la nouvelle loi organique communale qui garantit la prise en compte du genre à travers une cellule à cet effet, les PCDC qui ont inclut un axe stratégique sur le genre, la stratégie pour la participation effective des femmes et des filles, la banque des femmes et celle des jeunes etc.) ;
- les informations sur le calendrier électoral pour les élections de 2025 afin de bien se positionner ;
- le plaidoyer pour une participation accrue des femmes à la gouvernance. Sur ce trait, les femmes ont dénoncé que l'accès à l'information électorale, l'estime de soi chez certaines femmes, les stéréotypes et pratiques discriminatoires, faible capacité financière restent un grand défi à la participation des femmes

ICIRORE C AMAHORO

Au cours du premier trimestre de mise en œuvre du projet, les grands résultats atteints ont été :

- Le ciblage de 217 dont 119 femmes et 98 hommes ont été identifiés comme bénéficiaires du projet pour la redynamisation des cadres locaux de concertation des OSCs féminines et autorités locales (CCDC et CDC)
- L'enregistrement de trois (3) réseaux des organisations de la société civile pour servir de plaidoyer auprès de l'administration en faveur de la participation des femmes à la politique et à la gouvernance

Ces résultats ont été atteints avec les effets décrits ici :

- ✓ Mise en place d'un ciblage de 217 bénéficiaires pour activer et dynamiser les cadres locaux de concertation entre les OSCs féminines et les autorités locales. Les grands thèmes de la concertation entre CCDC, OSC et CDC qui ont été retenus sont ceux touchants les axes des PCDC (plan communal de développement communautaire et qui concordent avec les trois grands domaines d'intervention : Groupe sectoriel agriculture et développement rural (GSADR), le Groupe sectoriel éducation, sport et culture (GSESC), et le Groupe sectoriel Santé, eau et assainissement (GSSEA).
- ✓ 27 membres des communautés ont été formés et renforcés à la citoyenneté active et la communication non violente et résolution pacifique des conflits

APG INKINGI

Aucun résultat atteint par le partenaire. Le projet a été lancé officiellement à la fin du mois de Novembre, date où tous les partenaires ont été autorisés à travailler sur terrain

Impact du WPHF : Appui institutionnel

4a. Résultats globaux (impact et résultats) obtenus

SOPADI (appui institutionnel)

- Le paiement du loyer, de l'eau et du bureau principal de SOPADI Burundi ont été payés pour 4 mois sur un total de 12 mois prévu par le projet
- 4 staff a été retenue avec les paiements des salaires (2 femmes, 2 hommes)
- Une formation a été tenue pour 3 jours à l'attention des 13 personnes dont les membres du personnel indispensables et bénévoles de l'organisation ainsi que le Conseil d'Administration sur la mobilisation des ressources
- Les produits de base, matériels et fournitures ont été achetés

4b. Mobilisation de nouvelles ressources et durabilité

a) Mobilisation de nouvelles ressources des partenaires: Pour les OSC où de nouvelles ressources/financements ont été mobilisés (comme indiqué dans le fichier Excel du bénéficiaire), partagez 1 à 2 exemples d'OSC qui ont mobilisé de nouveaux financements au cours de la période de rapport, en décrivant combien elles ont obtenu, d'où et comment leur subvention avec le WPHF/le bureau de pays a contribué à obtenir plus de financement, le cas échéant.

b) Durabilité : Partagez quelques exemples et stratégies utilisés par les OSC pour assurer la durabilité de l'impact de leur projet

- a) Au cours de 2024, ASDD qui était un partenaire de ONU Femmes en 2023 sur le financement de WPHF du CfP4 sur l'appui institutionnel, a été éligible sur le financement de l'UNION EUROPEENNE. Le montant obtenu était de 100 000 Euros pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.
- b) Pour anticiper sur la durabilité du projet, ONU Femmes avec tous ses partenaires programmatiques financés par le WPHF (CfP5) a procédé au lancement des projet en date du 22 Novembre 2024 au chef-lieu de la Province Ruyigi. 70 participants à savoir les autorités administratives des provinces de Ruyigi et Cankuzo, les organisations de la société civile féminines, les Agences des Nations Unies, et les bénéficiaires ont été tous informés sur les activités des projets financés par le WPHF et œuvrant dans les deux provinces ci-haut citées. En guise de résultats, le Ministère de l'Intérieur qui est garant de la sécurité et de l'autonomisation s'est engagé à accompagner les projets et a exhorté les administratifs à être le relai pour la création de l'impact catalytique à la vision 2040-2060 du Burundi.

4c. Produits et activités réalisés

Résumez les progrès réalisés sur les PRODUITS/EXTRANTS et les activités clés sous forme narrative pour chaque projet. Indiquez comment ces produits/extrants ont été atteints (ou sont en train de l'être) et expliquez si des écarts ont eu lieu par rapport aux résultats prévus au cours de la période visée par le rapport. Assurez-vous que toutes les données sont désagrégées si vous rapportez sur les formations, le renforcement des capacités ou d'autres produits/extrants. Veuillez mettre les noms des organisations dans le même ordre que dans la section 4a.

Notez que vous N'AVEZ PAS besoin de remplir l'annexe A pour le niveau des produits. Pour les pays ayant plus de 10 projets, veuillez regrouper les produits par domaine de résultats.

Impact du WPHF 2 : « Participation effective et prise de décisions accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits »

SOPADI (appui programmatique) :

Au cours du premier trimestre de mise en œuvre du projet :

- ✓ 840 Femmes Lumières de la commune de Butaganzwa et Gisagara ont été élues pour encadrer pour sensibiliser leurs pairs sur leurs droits, leurs implications dans la résolution des conflits, la consolidation de la paix et la lutte contre les VBGs.
- ✓ Parmi les 840 femmes lumières ciblées pour sensibiliser leur pairs, 140 ont été formées au chef - lieu de la commune Butaganzwa sur l'agenda femmes, paix et sécurité, le leadership, les droits de la personne et la violence envers les femmes et les filles pour sensibiliser les autres femmes sur l'Agenda FPS.
- ✓ 9 personnalités publiques au profile de gouverneurs, des procureurs, des présidents des Tribunaux de Grandes instances des provinces de Ruyigi et Cankuzo ainsi que les administrateurs et les Juges des tribunaux de Résidence des communes de Gisagara et Butaganzwa ont été renforcée sur les droits de femmes et l'importance de l'intégration des femmes dans les organes de prise de décision . Ceci a pour objectif de susciter leur engagement à positionner les femmes lors des préparatifs électoraux en cours

UNIPROBA

Au moment du rapportage, le partenaire a réalisé une activité de ciblage pour le projet.

- ✓ 1780 bénéficiaires directs au projet ont été identifiés, dont les femmes et filles autochtones, les albinos et éventuellement les hommes Batwa et de les regrouper dans les groupements communautaires en vue de les sensibiliser et de leur renforcer les capacités sur leurs droits civiles, politiques, socio-économiques et culturels fondamentaux et la gestion et la gestion des informations relatives aux élections de 2025

AFRABU

Au cours du premier trimestre de rapportage, se comptent parmi les résultats du partenaire :

- Un plan de plaidoyer pour 2025 incluant les messages aux décideurs a été élaboré pour influencer une meilleure participation des femmes et des filles aux élections collinaires de 2025 et aux autres postes non électifs accés. Le plan est accés sur quatre problèmes clés (1) faible accès à l'information électorale, (2) certaines pratiques discriminatoires et les exclusions liées au genre pendant la période électorale, (3) la faible représentativité des femmes aux conseils collinaires, (4) l'estime de soi et le soutien des candidatures féminines
- Une stratégie pour soutenir les candidatures féminines aux élections collinaires de 2025 telle que la sensibilisations et l'accompagnement des femmes et filles potentiellement candidates et la mobilisation des hommes.

Ce résultat a été atteint à travers des effets obtenus avec

- ✓ 225 femmes et filles bénéficiaires au projet et au profile de membres des comité de gestion des associations ont acquis des nouvelles connaissances sur le fonctionnement et la gestion des réseaux d'alerte précoce. En termes d'évaluation des connaissance, la moyenne des notes a été de 2,5 sur 15 soit 16,5% pour le pré test et 11 sur 15 soit 73,3 % au post test .Les thématiques traitées portaient sur :
 - la mise en place des mécanismes d'alerte précoce comme la maitrise des types de conflits probables dans le contexte électoral ; les moments propices de mise en place des mécanismes d'alerte précoce ;
 - le fonctionnement et la gestion des réseaux d'alerte précoce à travers les personnalités à impliquer, le partage d'information , la mise en place des structures de gestion de l'information , le code de conduite en matière d'alerte précoce ;
 - le mécanisme de communication.
- ✓ La même cible a acquis connaissance sur les droits électoraux :
 - les opportunités légales et dispositifs en faveur de la participation des femmes et filles aux postes de prise de décision y compris les élections pour bien mener le plaidoyer (la constitution qui garantit l'égalité, le code électoral qui garantit les quotas à certains niveaux , la nouvelle loi organique communale qui garantit la prise en compte du genre à travers une cellule à cet effet , les PCDC qui ont inclut un axe stratégique sur le genre , la stratégie pour la participation effective des femmes et des filles , la banque des femmes et celle des jeunes etc.) ;
 - les informations sur le calendrier électoral pour les élections de 2025 afin de bien se positionner ;
 - le plaidoyer pour une participation accrue des femmes à la gouvernance. Sur ce trait, les femmes ont dénoncé que l'accès à l'information électorale, l'estime de soi chez certaines femmes, les stéréotypes et pratiques discriminatoires , faible capacité financière restent un grand défi à la participation des femmes

ICIRORE C AMAHORO

Au cours du premier trimestre de mise en œuvre du projet, les grands résultats atteints ont été :

4c. Produits et activités réalisés

- Le ciblage de 217 dont 119 femmes et 98 hommes ont été identifiés comme bénéficiaires du projet pour la redynamisation des cadres locaux de concertation des OSCs féminines et autorités locales (CCDC et CDC)
- L'enregistrement de trois (3) réseaux des organisations de la société civile pour servir de plaidoyer auprès de l'administration en faveur de la participation des femmes à la politique et à la gouvernance

Ces résultats ont été atteints avec les effets décrits ici :

- ✓ Mise en place d'un ciblage de 217 bénéficiaires pour activer et dynamiser les cadres locaux de concertation entre les OSCs féminines et les autorités locales. Les grands thèmes de la concertation entre CCDC, OSC et CDC qui ont été retenus sont ceux touchants les axes des PCDC (plan communal de développement communautaire et qui concordent avec les trois grands domaines d'intervention : Groupe sectoriel agriculture et développement rural (GSADR), le Groupe sectoriel éducation, sport et culture (GSESC), et le Groupe sectoriel Santé, eau et assainissement (GSSEA).
- ✓ 27 membres des communautés ont été formés et renforcés à la citoyenneté active et la communication non violente et résolution pacifique des conflits

APG INKINGI

220 jeunes surtout jeunes femmes ont été formés sur les Résolutions 1325 et 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et les dispositions nationales y afférentes, la communication non-violente par le principe de « do no harm », leadership digital et citoyenneté responsable, la prévention et la résolution pacifique des conflits notamment les conflits fonciers et ceux liés à la période électorale ainsi que les violences basées sur le genre, masculinité positive ainsi que le leadership digital

Impact du WPHF : Appui institutionnel

SOPADI (appui institutionnel)

- Le paiement du loyer, de l'eau et du bureau principal de SOPADI Burundi ont été payés pour 4 mois
- Une formation a été tenue pour 3 jours à l'attention des 13 personnes dont les membres du personnel indispensables et bénévoles de l'organisation ainsi que le Conseil d'Administration sur la mobilisation des ressources
- Les produits de base, matériels et fournitures ont été achetés

5. Histoire d'impact (1/2 page maximum)

Inclure une histoire d'impact axée sur un bénéficiaire individuel ou un partenaire de l'OSC qui démontre le changement survenu au cours de la période de référence à la suite de la mise en œuvre d'une subvention de partenaire. L'histoire devrait :

- a) saisir le changement qui s'est produit
- b) illustrer l'objectif principal du projet (zone d'impact du WPHF).
- c) inclure une photo de haute qualité avec légende, des portraits en gros plan des bénéficiaires individuels et des partenaires des OSC en cours de profilage, et inclure des citations, le cas échéant.

**Veuillez-vous assurer que le consentement a été obtenu du bénéficiaire individuel ou de l'OSC partenaire pour utiliser l'histoire et la photo dans le rapport annuel mondial de la WPHF, le site Web, la communauté de pratique et/ou les médias sociaux. Envisagez également d'utiliser un pseudonyme (et non le vrai nom de la personne) pour assurer la protection/sécurité. Si l'obtention d'une histoire peut causer un préjudice ou un stress émotionnel à une personne, veuillez envisager de faire une histoire sur une organisation à la place.*

N/A

6a. Produits de connaissance et communications/visibilité de l'ONU ou le Entité de Gestion (ME)

a) Décrire les nouveaux produits de connaissances ou matériel de communication développés par l'UNW CO ou le ME au cours de la période. Il peut s'agir d'études de cas, d'enquêtes ou de recherches majeures, d'évaluations ou d'évaluations menées au cours de la période visée par le rapport. Cette section doit également inclure une liste et une description de tous les nouveaux produits (sites web, notes d'orientation, médias sociaux, études de cas, photos, vidéos, etc.) développés pour accroître la visibilité des projets et du programme, ainsi que du WPHF.

** Veuillez joindre une copie de l'étude, de l'évaluation, de la recherche, de l'enquête ou de l'évaluation en annexe et inclure les liens Web dans cette section, si pertinent*

SOPADI

6a. Produits de connaissance et communications/visibilité de l'ONU ou le Entité de Gestion (ME)

- **Module de formation des Femmes Lumières sur l'Agenda FPS, le leadership, les Droits de la personne et la violence envers les femmes**
- **Module sur la mobilisation des ressources (appui institutionnel)**

ICIRORE C AMAHORO

- **Module sur la communication non violente**
- **Module sur la citoyenneté active**
- **Module sur la création/ redynamisation des cadres locaux**
- **Module sur la résolution pacifique des conflits**

APG INKINGI

- **Module sur le leadership**
- **Module sur la résolution pacifique des conflits**
- **Module sur la R1325 et R2250**

6b. Produits de connaissance et communication/visibilité des partenaires de mise en œuvre

a) Énumérez quelques exemples de produits de connaissance de haute qualité produits par un partenaire de mise en œuvre au cours de la période considérée. Il peut s'agir d'études de cas, d'enquêtes ou de recherches majeures, d'évaluations ou d'évaluations menées au cours de la période visée par le rapport. Cette section doit également inclure une liste et une description de tous les nouveaux produits (sites web, notes d'orientation, médias sociaux, études de cas, etc.) développés pour accroître la visibilité des projets et du programme, ainsi que du WPHF.

** Veuillez joindre une copie ou un lien de l'étude/de l'évaluation/de la recherche/de l'évaluation en annexe et inclure les liens Web dans cette section, le cas échéant. Pour des photos, veuillez les partager (avec une légende) avec l'équipe de communication de la WPHF.*

N/A

7. Activités de renforcement des capacités par le bureau de pays/l'entité de gestion du Bureau de l'ONU

a) Pour les pays qui ont mis en œuvre des projets de renforcement des capacités avec un financement du WPHF

i) Si votre pays a reçu des fonds pour des initiatives de renforcement des capacités, rapportez-le à votre cadre de résultats et à ProDoc, y compris les résultats/changements en matière de capacités, de compétences ou de pratiques des partenaires des OSC et de leur organisation.

ii) Décrivez les résultats des sondages antérieurs et/ou post-formation qui ont pu être réalisés (p. ex. OCAT) ou si des documents de renforcement des capacités ont été produits grâce à ce financement et partagez-les avec le WPHF.

ONU Femmes Burundi a reçu deux financements du WPHF pour le renforcement des capacités des OSC à travers un premier projet mené en 2023 jusqu'en juin 2024 et un deuxième projet mené en 2024 en cours de mise en œuvre jusqu'à la fin 2025.

Le recrutement de deux volontaires UNV en charge du suivi des projets de renforcement des capacités a eu lieu deux fois en 2023 mais il y a eu des désistements de contrat en 2024, ne permettant pas de continuité dans le suivi.

Aussi, le recrutement du bureau d'étude en charge du renforcement des capacités des partenaires a pris énormément de retard suite aux procédures de recrutement et l'obligation d'enregistrement dans Quantum et est toujours en cours. Ainsi, les fonds n'ont pas été utilisés et seront disponibles sous forme de reliquat pour la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités en 2025 (1er et 2e projet) et le recrutement d'un bureau de renforcement des capacités devrait être opérationnel en avril 2025.

Une session de renforcement des capacités des partenaires du WPHF a été tenue du 04 au 07 Novembre 2024 pour 86 représentant-e-s d'organisations partenaires de l'ONU femmes issus de 25 institutions partenaires dont 7 gouvernementales et 18 organisations de la société civile, dont 12 OSC du WPHF(CFP5). Les institutions gouvernementales étaient des membres du Ministère du Genre et du Ministère en charge de la coordination des acteurs (Ministère de l'Intérieur) en vue de faciliter l'accompagnement stratégique des OSC sur terrain. Cependant, il est à noter que ces partenaires gouvernementaux sont pris en charge par le projet PBF.

La session a porté sur les thématiques de genre, gestion des projets axée sur les résultats selon les politiques de l'ONU Femmes, la gestion financière, la fraude, la communication axée sur les résultats, et la prévention et réponse au

7. Activités de renforcement des capacités par le bureau de pays/l'entité de gestion du Bureau de l'ONU

harcèlement, aux abus et à l'exploitation sexuelle. Elle a engagé des représentants des OSC partenaires du WPHF (trois membres du personnel de chaque organisation).

A l'issue des sessions de formation, un plan de suivi-évaluation, un plan de communication et un plan d'opérationnalisation de chaque projet a été soumis par chacun des cinq partenaires du WPHF (AFRABU, SOPADI, UNIPROBA, ICCA et APG INKINGI). En outre, le bureau pays d'ONU Femmes a noté une première amélioration dans rapportage de leurs projets conformément aux indicateurs de suivi et évaluation. Tous ces plans serviront de base aux activités individuelles de renforcement de chaque OSC en 2025.

b) Initiatives de renforcement des capacités d'autres pays qui ont bénéficié aux partenaires du WPHF

Si votre pays (ceux qui n'ont pas reçu de fonds pour des initiatives de renforcement des capacités) a organisé des sessions de renforcement des capacités (webinaires, sessions de formation en personne, ateliers, etc.) qui ont été organisées par le bureau de pays, l'entité de gestion ou d'autres agences externes avec des OSC partenaires, veuillez décrire. Inclure i) le sujet/sujet ; ii) qui a mené le renforcement des capacités ; iii) où (virtuel/en personne) ; iv) le nombre d'OSC et de représentants d'OSC qui ont participé. Décrivez les résultats des sondages effectués avant et/ou après la formation qui ont pu être remplis. Enfin, si des documents de renforcement des capacités ont été produits et qu'ils pourraient bénéficier à d'autres OSC, veuillez les partager avec le WPHF.

N/A

8. Subventions L-HUB (apprentissage par les pairs, mentorat ou actions conjointes de plaidoyer)¹⁰

Si les OSC partenaires ont mis en œuvre une subvention L-HUB au cours de l'année, veuillez résumer les principales initiatives et les résultats de ces subventions. Cela devrait inclure les résultats liés aux compétences, à la création de coalitions/réseaux, etc., conformément au document de projet des OSC. Incluez également le nombre de représentants d'OSC (ventilé par sexe et par groupe d'âge) qui ont bénéficié de ces subventions. Veuillez partager le modèle de rapport de subvention d'apprentissage par les pairs ou de mentorat dûment rempli avec votre rapport annuel.

*Les partenaires qui ont reçu ces subventions doivent également être inclus dans le profil des OSC (section 1) et le modèle de bénéficiaire du WPHF 2024 dans une rangée distincte

N/A

9. Risques et mesures d'atténuation

À l'aide du tableau ci-dessous, identifiez et i) évaluez les risques au cours de la période ; ii) la probabilité que ce risque se produise ; iii) l'impact qu'il aurait sur le projet, le programme ou le pays. Quelles sont les mesures de prévention et d'atténuation pour minimiser ce risque ou d'y répondre s'il se produit ? Tenir compte des risques liés à l'apparition ou à l'escalade de conflits/tensions, au changement climatique, aux risques programmatiques ou institutionnels, au suivi et à l'évaluation et Ne pas Nuire.

Risque Contexte, Programmatique, institutionnel (décrire brièvement)	Niveau de risque 4=Très élevé 3=Haut 2=Moyen 1=Faible	Probabilité 5=Très élevé 4=Probable 3=Possible 2=Peu probable 1=Rare	Impact 5=Extrême 4=Majeur 3=Modéré 2=Mineur 1=Insignifiant	Mesures d'atténuation Mesures d'atténuation prises au cours de la période visée par le rapport (veuillez inclure de nouveaux risques, le cas échéant)
Inflation et dévaluation monétaire	4	5	4	Le réajustement des coûts des initiatives prévues pour supporter le coût de déplacement, des locations véhicule et du carburant qui est devenu une denrée très rare
La situation Humanitaire qui est caractérisée par le El Nino au changement climatique et le retour des réfugiés qui s'observe dans la zone d'action du projet	3	4	4	1) mener des entretiens réguliers avec les administratifs afin d'être à mesure de contribuer aux mesures administratives à travers les résultats du projet et d'engager des discussions avec le partenaire ONU Femmes en cas de besoin. 2) renforcer le suivi des bénéficiaires à travers les points focaux communaux et provinciaux des

¹⁰ Pour les partenaires qui ont également participé aux prix Women Have Wings, veuillez utiliser cette section pour rendre compte des principaux résultats et activités réalisés, conformément au document de projet.

9. Risques et mesures d'atténuation				
				organisations partenaires. 3) Délocalisation des différents bureaux des partenaires en cas de besoin
Perturbation de la sécurité à Bujumbura, siège des différentes organisations financées par le WPHF, suite au conflit à l'Est du Congo	3	4	4	Délocalisation des différents bureaux vers des lieux paisibles (exemple : GITEGA/ NGOZI)

10. Délais et adaptations/révisions
<i>S'il y a eu des délais de retard, expliquez-les et les raisons/facteurs qui y ont contribué, les mesures prises pour atténuer les délais futurs et les adaptations apportées pour tenir compte de ceux-ci. Indiquer les ajustements majeurs de stratégies, de cibles ou de résultats et extrants clés qui ont eu lieu. Cette section devrait également inclure les changements de contrats, les changements programmatiques liés à l'escalade de la crise ou à d'autres facteurs.</i>
Le Cfp5 a connu des retards dans le lancement des projets , et surtout les projets de APEF et CIAD, qui sont inscrits dans les projets institutionnels Les raisons majeures :
CIAD BURUNDI (Centre d'Initiatives et d'Actions pour le Développement Durable au Burundi) : défis communicationnel (la mise à disposition des documents sur le partenaire) . Au moment du rapportage, les formalités pour la création du partenariat sont en cours
APEF (Alliance pour la Promotion de l'Employabilité des Jeunes et Femmes) : défi de leadership porté à l'attention de l'ONU Femmes. La décision est de retourner devant le comité de pilotage pour la validation d'un autre partenaire crédible

11. Leçons apprises ¹¹			
<i>Quels défis et quelles leçons ont été tirés au cours de la période considérée, tant au niveau des bénéficiaires que du pays ? Pour chaque défi, identifiez et décrivez le défi, ainsi que les facteurs qui ont pu y contribuer, et comment le défi a été relevé au cours de la période, ou comment il sera abordé à l'avenir. Résumez la leçon clé qui peut aider le projet ou WPHF à s'améliorer dans l'avenir. Inclure les défis programmatiques et opérationnels. Ajoutez des lignes si besoin.</i>			
Identifier le défi/décrire <i>Les défis peuvent être programmatiques ou opérationnels affectant la mise en œuvre du projet, ou d'un organisme ou d'une communauté.</i>	Quels sont les facteurs/raisons qui contribuent à ce défi ?	Comment le défi a-t-il été relevé ? Qu'est-ce qui a été fait différemment, ou que fera-t-on pour relever le défi ?	Leçon apprise <i>À la suite du défi, qu'avez-vous (et les partenaires) appris de la situation, ou à améliorer le projet ou pour des interventions futures ?</i>
Défi d'imprégnation et d'appropriation des initiatives par les administratifs locaux	1° défi de communication entre le niveau central, le niveau local et les partenaires 2° Défi de moyens financiers et de connaissance pour assurer le suivi auprès des partenaires	<ol style="list-style-type: none"> 1. Une implication des autorités dès le lancement du projet et le choix des bénéficiaires 2. Partage de la documentation du projet (problème à résoudre, localité, initiatives et implication dans le choix des bénéficiaires 3. Prévision des séances de suivi 	L'implication opportune et inclusive de toutes les parties prenantes telles que le gouvernement, l'administration locale, les organisations de femmes, est essentielle pour favoriser la synergie garantir une appropriation et mise en œuvre efficace ainsi que la durabilité des initiatives .

¹¹ Une leçon apprise est une réflexion systématique des défis (ou des succès) qui se sont produits au cours de la période et ce qui a entraîné un changement, une adaptation ou une amélioration, ou un changement ou une adaptation planifiée à l'avenir.

11. Leçons apprises ¹¹			
		sur terrain conjoint entre ONU Femmes- le Comité de Pilotage et les autorités locale	
⇒ Défis programmatiques	<ol style="list-style-type: none"> 1) Spéculation sur le ciblage des bénéficiaires 2) Le défi de capacités des OSC partenaires 3) Défi d'appropriation des projets au niveaux des communautés 	<ol style="list-style-type: none"> 1) il a été établi des critères rigoureux par les partenaires de mise en œuvre pour la sélection des bénéficiaires, incluant des jeunes de 18 à 29 ans, les jeunes rapatriés ou résidents, les personnes vivant avec un handicap, ainsi que les jeunes issus de catégories vulnérables telles que les albinos ou les chômeurs. Ce travail a été conjointement fait avec l'administration locale, des représentants du ministère du genre et des points focaux des partenaires, garantissant ainsi une sélection objective et transparente des bénéficiaires. 2) Une session de renforcement des capacités a été organisée à l'égard des organisations ciblées. 3) une session de lancement a été faite en présence de tous les administratifs de la province à la localité communale, les organisations de la société civile, les agences des 	<p>1/ une implication des autorités pour le ciblage, permet de renforcer la collaboration entre l'administration locale et les partenaires</p> <p>2/le renforcement des capacités des partenaires permet de renforcer leur redevabilité vis-à-vis de l'utilisation des fonds et de l'éthique et des politiques ONU Femmes</p>

11. Leçons apprises ¹¹			
		nations Unies présentes dans la localité du projet : RUYIGI et CANKUZO.	
⇒ Défis contextuels	⇒ L'inflation ⇒ La période électorale	<ul style="list-style-type: none"> • une réduction du nombre de bénéficiaires pour permettre de louer le véhicule, acheter le carburant qui est une denrée rare , une baisse des résultats escomptés • Anticiper sur le travail de terrain en collaboration avec l'administration locale 	

12. Innovations et meilleures pratiques ¹²
<i>Décrivez les pratiques novatrices/innovantes (programmatiques et opérationnelles) qui ont été mise en œuvre au cours de la période visée, en particulier celles qui peuvent être utile à l'avenir pour la programmation humanitaire et/ou l'agenda femmes, paix et sécurité. Les innovations et les meilleures pratiques peuvent être au niveau des projets ou du pays. Veuillez fournir des détails tels que le nom de l'OSC, etc.</i>
a) Innovations : N/A
b) Meilleures pratiques :N/A
La partie sera documentée avec les prochains échéanciers du projet

13. Audits and gestion financière
<i>Si un partenaire a été audité pendant la période du rapport, mentionnez le processus et les résultats de cet audit. S'il y un rapport, prière de le joindre en pièces-jointes/annexe (pour utilisation interne uniquement).</i>
<i>En termes d'audit :</i>
<i>CfP4 :</i>
<i>Tous les partenaires ont été audités et un partenaire a été qualified»</i>
<i>Aussi au cours de la mise en œuvre du CfP4, un des partenaires a été suspendu par le Gouvernement. ONU Femmes a lancé des échanges avec le Ministère de l'Intérieur pour permettre que les fonds dédiés aux bénéficiaires soient transmis et suivi afin d'assurer l'autonomisation des femmes.</i>

¹² Une meilleure pratique est une stratégie, l'approche, la technique ou le processus qui s'est avéré fonctionner bien et plus efficace ou approprié pour résoudre un problème basé sur l'expérience, l'évaluation ou par rapport à d'autres pratiques, et est donc recommandé comme un modèle. Il s'agit également d'une pratique qui a été testée ou validée et qui a le potentiel d'être reproduite et il est utile de partager avec d'autres personnes travaillant dans des contextes, des secteurs ou avec des groupes cibles similaires.

14. Prochaines étapes et actions prioritaires

Veillez énumérer les actions prioritaires pour l'année à venir, y compris l'intégration de nouveaux partenaires, les missions de suivi ou d'autres initiatives prévues liées au WPHF.

Les prochaines étapes pour 2025: mise en œuvre des projets, documentation des meilleures pratiques et histoires de succès, recrutement du VNU, mise en œuvre du projet de renforcement des capacités financé par le WPHF, etc. et le plan pour d'éventuelles missions de suivi ou du COPIL (le cas échéant)

ANNEXE A : Résumé des résultats du WPHF (par indicateur)

Pour chaque résultat du WPHF qui est pertinent pour les OSC soutenues au cours de l'année considérée, rappez par rapport à l'indicateur de niveau d'impact (résultat du WPHF).

Notez pour combien d'OSC cela est pertinent (colonne 2) et fournissez un résumé très bref des résultats (colonne 3), en présentant à la fois la valeur numérique et le résumé. Si un résultat n'est pas pertinent pour votre pays, entrez N/A. dans les colonnes CSO et Résumé.

Indicateur WPHF	Pertinent pour combien d'OSC (nombre)	Résumé de Résultat (1 court paragraphe avec des exemples)
Financement institutionnel		
1.1 La durée moyenne (en mois) durant laquelle l'organisation pourra se maintenir grâce au financement institutionnel accordé	1 (SOPADI- CIAD-AFEP)	Une moyenne de 4 mois en 2024 travers le paiement de loyer
1.2 Nombre/pourcentage d'employés retenus grâce au financement institutionnel accordé	1 (SOPADI)	SOPADI quatre staffs -2 femmes- 2 hommes ont été retenus et ont perçu leurs salaires lors du premier trimestre de mise en œuvre du projet
1.3 Développement d'un plan de gestion des risques, plan de contingence pour l'organisation	-	-
1.4 Nombre et types de stratégies, d'outils ou de systèmes adaptatifs adoptés par l'organisation pour assurer la continuité des opérations	0	0
Effet 2: Prévention des conflits		
2.1 Nombre/Pourcentage de femmes participant à la prise de décisions dans le cadre de processus et d'interventions liés à la prévention des conflits	5 programmatiques (AFRABU- ICIRORE C AMAHORO- APG INKINGI- UNIPROBA et SOPADI)	205 femmes ont été ciblées pour participer aux mécanismes de prévention de conflits
2.2 Nombre et types de mécanismes de prévention des conflits sensibles au genre	2	Deux mécanismes communautaires constitués de femmes et de l'administration sur la résolution de conflits ont été mis en place par le partenaires pour créer et rendre stratégique la participation des femmes dans la résolution des conflits
2.2b Nombre de conflits résolus, évités ou renvoyés	45	245 conflits résolus, évités ou renvoyés grâce à 45 groupements soutenus par UPV. Parmi ces conflits 73% qui sont à caractère familial et social ont été résolus à l'amiable, tandis que 20% ont été référés aux notables collinaires suite à la récurrence de comportements dégradants vis-à-vis des femmes (violences domestiques- physique- financière, psychologique) , et 7 % accompagnés auprès des juridictions spécifiques .